Le ministre peut-il nous dire qui présidera le groupe?

L'hon. M. Greene: S'il faut un président, il sera choisi parmi le groupe.

[Français]

LE DÉVELOPPEMENT RURAL

ENTENTE RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT DU BAS SAINT-LAURENT, DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE, P.Q.

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. René Tremblay (Matapédia-Matane): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Forêts et du Développement rural.

L'honorable ministre pourrait-il dire à la Chambre à quel moment il espère signer l'entente avec le gouvernement de la province de Québec au sujet de la mise en application du programme d'aménagement du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine?

L'hon. Maurice Sauvé (ministre des Forêts et du Développement rural): Monsieur le président, si les négociations se poursuivent sans difficultés, j'espère que d'ici deux mois et demi à trois mois nous aurons le plaisir de signer cette entente.

L'hon. M. Tremblay: Je voudrais poser une question supplémentaire.

L'honorable ministre pourrait-il assurer la Chambre que cette entente respectera les responsabilités et prérogatives du gouvernement fédéral dans le territoire pilote?

L'hon. M. Sauvé: Monsieur l'Orateur, comme dans toutes les ententes de ce genre, les autorités fédérales exécuteront le mandat qui leur est imparti, la province assumant aussi ses responsabilités dans sa juridiction.

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Je voudrais également demander au ministre quelle est la proportion du fédéral relativement à ces ententes sur la mise en valeur de cette région de la Gaspésie. Est-ce 50-50 avec la province de Québec?

L'hon. M. Sauvé: Monsieur l'Orateur, cela varie en fonction des régions. Jusqu'à maintenant, dans les trois ententes que nous avons signées, la contribution fédérale a été de 66 p. 100 et je pense que dans le cas du Bureau d'aménagement de l'est du Québec, pour le territoire du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, la contribution du gouvernement fédéral s'élèvera à environ 160 millions sur un montant global de 250 millions.

[M. Jorgenson.]

[Traduction]

L'HABITATION

VANCOUVER—LA REMISE DE PROJETS PUBLICS

A l'appel de l'ordre du jour.

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre du Travail, en sa qualité de ministre de qui relève la Société centrale d'hypothèques et de logement. J'espère que Votre Honneur ne jugera pas ma question irrecevable avant de l'entendre, vu que tant de personnes veulent aborder ce sujet aujourd'hui, mais il s'agit d'un seul point urgent, et je n'aurai sans doute pas l'occasion de le signaler plus tard.

Le ministre a-t-il été mis au courant de la tournure grave qu'a soudain prise la situation à Vancouver, du fait de la proposition du directeur de l'aménagement urbain d'abandonner ou d'ajourner indéfiniment huit projets de logements publics, destinés à assurer environ 500 unités domiciliaires. Si oui, de quelle façon le ministre entend-il remédier à la situation?

M. l'Orateur: Le député est content, j'espère, que je n'aie pas jugé sa question irrecevable avant de l'entendre, mais je lui proposerais de la poser plus tard cet aprèsmidi.

LES SPORTS

LES JEUX PANAMÉRICAINS—L'APPORT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L. R. Sherman (Winnipeg-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre, et j'aurais dû la lui poser lundi, lorsque la session a repris. Le premier ministre accepterait-il les remerciements de mes électeurs, quant à l'apport du gouvernement fédéral l'été dernier au succès des jeux panaméricains?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): J'en suis très heureux, monsieur l'Orateur, et pour corroborer les propos de mon honorable ami au sujet du succès phénoménal des jeux, en dépit de notre inexpérience au départ, je prie l'honorable député de transmettre nos remerciements à la ville de Winnipeg et à ses habitants quant à leur façon d'organiser les jeux.

L'AGRICULTURE

L'ONTARIO—DEMANDE D'AIDE POUR LES PRODUCTEURS DE MAÏS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser